



# Wall Street et le Pentagone : éjaculations politiques et militaires précoces

Par [Prof. James Petras](#)

Mondialisation.ca, 07 novembre 2016

3 novembre 2016

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [Asie](#),  
[États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

Wall Street et le Pentagone ont salué l'année 2016 comme une « année étendard », un tournant glorieux dans la quête de régimes malléables prêts à vendre leurs ressources économiques les plus lucratives, à signer de nouvelles dettes onéreuses avec Wall Street et à accorder l'usage de leurs bases militaires stratégiques au Pentagone.

Le Brésil et l'Argentine, les pays les plus puissants et les plus riches d'Amérique du Sud ainsi que les Philippines, la plate-forme militaire la plus stratégique de Washington en Asie du Sud-Est, ont fait l'objet d'intenses opérations politiques de la part des États-Unis dans la période précédant 2016.

Dans chaque cas, Wall Street et le Pentagone ont remporté des succès éclatants conduisant à des éjaculations précoces durant cette « nouvelle ère dorée » de pillage financier et d'aventures militaires sans entraves. Malheureusement, l'extase précoce a tourné en agonie : Wall Street a fait des entrées faciles, mais des départs beaucoup plus rapides, une fois que la « lune de miel » s'est évanouie devant les réalités. Les proxénètes politiques ont persécuté les candidats de centre-gauche, mais bientôt ils durent faire face à leur tour à des poursuites. Les prostituées politiques qui avaient décrété la vente de la souveraineté de leur pays ont été remplacées par des nationalistes qui allaient transformer à nouveau le bordel en un état-nation souverain.

Cet essai décrit la montée rapide et la disparition dramatique de cette « progéniture » de Wall Street et du Pentagone en Argentine et au Brésil et examine ensuite le choc et la crainte de Washington quand le nouveau président philippin Rodrigo Duterte a noué de nouveaux liens avec la Chine. « Nous ne sommes le 'toutou' de personne ! » dit-il.

## **L'Argentine et le Brésil : des schémas grandioses et des résultats crapuleux**

La presse financière internationale s'était extasiée devant l'élection du président Mauricio Macri en Argentine et la nomination d'anciens banquiers de Wall Street à son cabinet. Ils ont célébré l'éviction des « vilains populistes », les accusant de gonfler les résultats économiques, de renier les obligations de la dette et de décourager les prêteurs et les investisseurs étrangers. Sous le régime de Macri, tous les obstacles au marché devaient être supprimés et tous les banquiers trépignaient d'anticipation devant les « bons moments » à venir.

Après sa prise de fonctions en décembre 2015, le président Macri a déchaîné les « instincts bestiaux » du marché. Les charognards se sont agglutinés. Les « fonds vautours » des États-

Unis se sont emparés de la vieille dette argentine et exigé le paiement « évaluée » à 3,5 milliards de dollars – ce qui correspond à un retour sur leur investissement initial de 1.000%. Une dévaluation du peso de 50% a triplé l'inflation et provoqué une réduction des salaires de 20%.

Le fait de licencier plus de 200.000 employés du secteur public, d'imposer 400% d'augmentations sur le coût des services publics et des transports, de conduire à la faillite des petites et moyennes entreprises, ont fait sortir dans les rues les consommateurs enragés. La lune de miel de l'électorat argentin prit fin assez brutalement. Cette dose initiale massive de « médecine » de la libre entreprise a été prescrite par des banquiers locaux et de Wall Street et des investisseurs qui avaient promis une nouvelle « ère dorée » pour le capitalisme !

Maintenant qu'il avait banni les « populistes », Macri était libre d'exploiter les marchés financiers internationaux. L'Argentine a levé 16,5 milliards de dollars par une vente d'obligations par les grands banquiers et les spéculateurs, la plupart de Wall Street, impatientes d'encaisser sur les taux élevés, convaincus qu'il n'y avait aucun risque avec leur champion, le président, Macri à la barre. Wall Street a basé ses prédictions vertigineuses sur une simple expérience de trois mois avec Mauricio !

Mais alors... certains gestionnaires de fonds de couverture (hedge funds) ont commencé à poser des questions sur la viabilité de la présidence de Mauricio Macri. Plutôt que de réduire le déficit budgétaire, Macri a commencé à accroître les dépenses publiques pour contrecarrer le mécontentement de la population par rapport aux hausses à trois chiffres des coûts des services publics et des transports, aux licenciements massifs dans le secteur public et à la réduction des fonds de retraite.

Les grandes banques avaient compté sur la dévaluation brutale de la monnaie pour investir dans le secteur des exportations, mais elles ont plutôt été confrontées à l'appréciation soudaine de 11% du peso et à la hausse spectaculaire de 40% de l'inflation conduisant à des taux d'intérêts élevés. En conséquence, l'économie a glissé encore plus profondément dans la récession la faisant passer au-dessous de 3% dans l'année.

Bien que la plupart des banquiers de Wall Street conservent encore une certaine foi dans le régime de Macri, ils ne sont pas prêts à s'aventurer à fournir l'argent qui pourrait permettre à ce régime de plus en plus impopulaire de survivre. Ce qui maintient Wall Street à bord de ce navire qui sombre, ce sont les engagements politiques et idéologiques plutôt que toute évaluation objective de la performance économique lamentable de leur protégé. Wall Street compte sur les banquiers adeptes du marché libre, nommés aux ministères, sur la purge massive du personnel des services sociaux (santé et éducation) et la vente d'obligations lucratives pour couvrir le déficit croissant. Ils espèrent que l'augmentation considérable des bénéfices résultant de l'augmentation des coûts des services publics et les fortes baisses des salaires, des pensions et des subventions les mèneront finalement à la terre promise.

Wall Street a exprimé sa consternation face à l'incapacité de Macri à stimuler la croissance — en fait, le PIB était en baisse. De plus, leur « garçon doré » n'a pas réussi à attirer des investissements productifs. Au lieu de cela, des milliers de petites et moyennes entreprises argentines ont mis la clé sous la porte, à cause de la consommation qui flanchait et des tarifs exorbitants qui étaient imposés sur les services publics essentiels et les transports — des profits dévastateurs. L'inflation a sapé le pouvoir d'achat de la grande majorité des ménages. Les spéculateurs de Wall Street, qui se concentrent sur la dette libellée en pesos

à taux fixe, risquent leurs chemises.

En d'autres termes, le régime de « libre entreprise » de l'administration repose largement sur l'attrait de prêts étrangers, le pillage du trésor national, le licenciement de dizaines de milliers de travailleurs du secteur public et la réduction des dépenses en services sociaux et en subventions aux entreprises. Macri n'a pas encore généré d'investissements de grande envergure dans de nouveaux secteurs productifs innovants, qui pourraient soutenir une croissance à long terme.

Déjà confronté à un mécontentement croissant et à la grève générale des travailleurs du secteur privé et du secteur public, le « régime des banquiers » manque de liens politiques avec les syndicats pour neutraliser l'opposition croissante.

Pour freiner la vague croissante de mécontentement, le président Macri a dû trahir ses investisseurs étrangers en stimulant les dépenses budgétaires, ce qui a eu peu ou pas d'impact sur l'économie nationale.

Les espoirs de Wall Street que le président Mauricio Macri inaugure une « ère dorée » du capitalisme du marché libre a duré moins d'un an et se transforme en un vrai fiasco. L'augmentation de la dette extérieure, la dépression économique et la guerre des classes assurent la destitution rapide de Macri.

### **Brésil : Lune de miel de Wall Street, un tourbillon de trois mois**

La plupart des élus actuels du Congrès brésilien, du Sénat et le président récemment installé (et non-élu), ainsi que son cabinet, sont en difficultés : Le héros, Michael Temer et ses argonautes, choisis par Wall Street pour privatiser l'économie brésilienne et inaugurer une autre « aube dorée » pour le capital financier, sont maintenant tous confrontés à des charges pénales, arrestations, entraînant de longues peines de prison pour blanchiment d'argent, fraude, évasion d'impôts et corruption.

En moins de quatre mois, tout l'édifice politique construit pour évincer la présidente élue Dilma Rousseff, puis pour dénationaliser des secteurs clés de l'économie, est chancelant. Autant pour la proclamation par la presse financière d'une nouvelle ère de politiques « favorables aux affaires » à Brasilia.

Les experts, les politiciens, les journalistes et les éditeurs, qui avaient prématurément célébré la nomination de Michael Temer à la Présidence par un coup d'état législatif, doivent maintenant faire face à une nouvelle réalité. La clé pour comprendre l'effondrement rapide du projet Nouvelle droite au Brésil réside dans les « casiers judiciaires », qui au fur et à mesure s'épaississent, de ces mêmes politiciens qui ont conçu le départ de Dilma Rousseff.

Eduardo Cunha, l'ex-président du Congrès à Brasilia, avait utilisé son influence pour assurer l'écrasante majorité des votes du Congrès pour l'évincement de Dilma Rousseff. Cunha était le « parrain » pour assurer la nomination de Michael Temer comme président par intérim.

L'influence et le contrôle de Cunha sur le Congrès reposaient sur son vaste réseau de soudoyés et de corrompus, impliquant plus d'une centaine de membres du Congrès, y compris le nouveau président Temer.

Une fois que Cunha eut assuré « l'impeachment » de Rousseff, l'élite brésilienne, submergée par la puanteur de sa corruption, s'est collectivement lavé les mains de ce

« fixateur ». En septembre 2016, Cunha a été suspendu du Congrès et perdu son immunité. Un mois plus tard, il a été arrêté, accusé de plus d'une douzaine de charges, y compris celles de fraude et d'évasion fiscale. On savait que Cunha s'était fait un « nid douillet » de plus de 70 millions de dollars dans des banques suisses.

Cunha a dirigé (extorqué) des entreprises publiques et privées pour financer les campagnes de plusieurs de ses collègues politiques. Il était intervenu pour obtenir des pots-de-vin pour le président Temer, son ministre des Affaires étrangères et même le prochain espoir présidentiel, José Serra. Un des représentants les plus puissants du nouveau régime, Moreira Franco, grand magicien du programme de privatisation, politiquement endetté auprès de Cunha.

Comme tout cela est venu en pleine lumière, Cunha a négocié un accord avec le procureur et les juges en contrepartie de « chanter ». Il était confronté à plus de cent ans de prison et sa femme et sa fille étaient poursuivies. Eduardo Cunha était prêt pour sauver son propre cou, à parler et montrer du doigt des dirigeants politiques. La plupart des observateurs et experts judiciaires compétents s'attendent pleinement à ce que Cunha fasse tomber Temer et avec lui son administration, éradiquant la direction de son Parti du mouvement démocratique, ainsi que le Parti social-démocrate brésilien de l'ex-président Fernando Henrique Cardoso.

L'élite brésilienne, les banquiers de Wall Street et leurs propagandistes des médias de masse, qui ont écrit et dirigé le scénario de l'impeachment sont maintenant discrédités et dépourvus d'hommes politiques. Leurs attentes d'une nouvelle « ère dorée du capitalisme du marché libre » au Brésil, a été transformée en une course folle politique de tous les politicards et chefs d'entreprise qui, désespérés de sauver leur propre peau et leurs fortunes illicites, se dénoncent les uns les autres.

Avec la disparition de la « prise de contrôle du Brésil », Wall Street et Washington sont privés de marchés clés et alliés en Amérique latine.

### **Les Philippines : le basculement de Duterte des États-Unis vers la Chine**

En avril 2014, Washington s'est « assuré » un accord aux Philippines lui donnant accès à cinq bases militaires stratégiques essentielles à son « pivot pour cibler » la Chine. Sous le président sortant « Noynoy » Aquino (fils), le Pentagone avait cru avoir un accord « dur comme fer » pour organiser « sa satrapie » philippine comme tremplin militaire en Asie du Sud-Est. Washington a même incité le gouvernement Aquino à soumettre son différend avec la Chine, à propos des îles Spratly, devant l'obscur Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Washington anticipait d'utiliser la décision « favorable » de cette cour comme prétexte pour embarrasser les Chinois.

Tout cela a changé en juin 2016 avec l'accession à la présidence de Rodrigo Duterte. En seulement quatre mois, tous les desseins impériaux de Washington ont été rayés de la carte. Le 21 octobre 2016, le Président Duterte annonça qu'il mettrait fin aux exercices militaires avec Washington parce que cela menaçait la souveraineté des Philippines et rendait son pays vulnérable à un affrontement militaire avec la Chine. Il a promis de mettre fin aux patrouilles maritimes des eaux contestées que les États-Unis utilisent pour harceler la Chine dans la mer de Chine méridionale.

Avant la rencontre du président des Philippines avec la Chine, il avait déjà déclaré qu'il

n'appuierait pas la décision néerlandaise sur le conflit des îles de la mer de Chine méridionale contre Pékin, mais se fie à la diplomatie et au compromis. Durant la réunion en Chine, le Président Duterte a déclaré que les deux pays entameraient un dialogue constructif pour résoudre le litige des îles Spratly ainsi que d'autres questions en suspens. L'accord sur l'accès des États-Unis aux bases aux Philippines a été mis en doute lorsque le président a déclaré « une séparation avec les États-Unis » et promis à long terme des liens économiques et d'investissement à grande échelle avec la Chine. Les Philippines ont mis en place 13 accords commerciaux et d'investissements d'une valeur de plus de 20 milliards de dollars, couvrant le financement d'infrastructures, de transport, de projets sociaux, de tourisme, de l'industrie et de l'agriculture.

L'accord de base militaire, signé par l'ex-président, notoirement servile, Aquino (fils) sans l'approbation du Congrès, a été examiné par la Cour suprême des Philippines et peut être révoqué par le nouveau président Duterte par décret.

En moins de quatre mois, la stratégie étasunienne d'encerclement militaire et d'intervention contre la Chine a subi d'un coup majeur. La nouvelle relation Chine-Philippines donne un coup fatal au « pivot » ouvertement militariste de Washington contre la Chine.

## **Conclusion**

L'année 2016 a commencé en grande fanfare : la défaite des deux principaux gouvernements de centre-gauche (l'Argentine et le Brésil) et l'avènement des régimes de droite dure soutenus par les États-Unis, inaugureront une « ère dorée du capitalisme du marché libre ». Cela promettait d'ouvrir la voie à une période prolongée de profit et de pillage, faisant reculer les réformes « populistes » et créant un paradis bancaire. En Asie du Sud-Est, les responsables étasuniens et les experts proclamaient une autre « ère dorée », cette fois celle du militarisme rampant, encerclant et provoquant la Chine sur ses voies maritimes vitales, et opérant à partir de cinq bases militaires stratégiques obtenues par un décret de l'ancien président philippin, une marionnette impopulaire, récemment remplacé, « Noynoy » Aquino, fils.

Ces rêves « d'ères dorées » ont duré quelques mois avant que la réalité objective ne soit venue s'y immiscer.

En automne 2016, à Manille, les régimes de droite ont été remplacés par un nationaliste haut en couleur, pendant ce temps les « garçons banquiers » de Brasilia étaient confrontés à des peines de prison, et les « garçons dorés » de Buenos Aires étaient plongés dans une crise profonde. La notion d'une facile restauration de la droite a été fondée sur plusieurs malentendus profonds :

❌ 1) La conviction que le renversement des réformes sociales et le déni des revendications populaires céderaient facilement devant une explosion de financement et d'investissement étrangers, a été brisé lorsque les achats de titres privés ont profité au secteur financier mais n'ont pas généré d'investissements productifs à grande échelle. La dévaluation de la monnaie a été suivie par la montée en flèche de l'inflation, qui a conduit à des déficits budgétaires et la perte de confiance des entreprises.

❌ 2) L'incitation à engager des « enquêtes de corruption » par Washington a commencé par la poursuite de politiciens démocratiquement élus de centre-gauche, et fini avec l'arrestation de ses propres protégés, pour englober toute la classe politique de droite décimant les régimes « dorés ».

❌ 3) La conviction que les relations hégémoniques à long terme, basées sur des régimes

clients en Asie, pouvaient résister à l'attrait de conclure des accords de commerce et d'investissement avec la méga-économie chinoise croissante, tout en sacrifiant le développement économique vital et en reléguant leurs masses à plus de stagnation et de chômage, s'est effondré avec l'élection massive du nationaliste Rodrigo Duterte comme président des Philippines.

En fait, ces évaluations politiques et d'autres parmi les décideurs de Washington et de Wall Street se sont avérées fausses et ont conduit à un recul stratégique de l'empire en Amérique latine et en Asie. Les échecs de la politique n'étaient pas seulement des « erreurs », mais le résultat inévitable de l'évolution des conditions structurelles dans un empire en déclin.

Ces décisions étaient fondées sur un calcul du pouvoir, ancré dans les relations de classe et nationales, qui auraient pu être valables deux décennies auparavant. À l'aube du nouveau millénaire, les États-Unis dominaient encore l'Asie. La Chine n'était pas encore une alternative économique pour ses voisins avides d'investissement. Washington avait pu dicter sa politique en Asie du Sud-Est.

Il y a vingt ans, les États-Unis avaient le pouvoir économique de soutenir des politiques néolibérales du Consensus de Washington dans toute l'Amérique latine.

Aujourd'hui, les États-Unis continuent de poursuivre des politiques fondées sur des relations de pouvoir anachroniques, semblant ignorer le fait que la Chine est maintenant une puissance mondiale ainsi qu'une alternative économique viable pour le commerce et l'investissement, concurrençant ses marchés et son influence en Asie. Washington n'arrive pas à être concurrentiel sur ce marché et, par conséquent, ne peut plus compter sur un état client docile.

Washington ne peut pas contrôler et diriger efficacement les flux des capitaux à grande échelle pour consolider ses régimes de droite nouvellement installés en Argentine et au Brésil, alors qu'ils s'effondrent sous leur propre corruption et incompetence. Pendant ce temps, le monde observe une économie étasunienne domestique, engluée dans la stagnation avec ses propres élites politiques déchirées par la corruption et des scandales au plus haut niveau, mettant en scène la plus bizarre campagne présidentielle de son histoire. La corruption est devenue le mode de gouvernance dans des conditions de déréglementation et de domination des seigneurs politiques. L'allégeance politique à l'empire et les portes ouvertes au pillage étranger n'attirent pas de capitaux quand ceux qui prennent des décisions politiques sont confrontés à la prison et quand les « concierges » affairistes sont en train de bourrer d'argent leurs valises et courir follement vers les aéroports !

Pour Wall Street et le Pentagone, l'Amérique latine et l'Asie sont des occasions perdues — des trahisons qui endeuilent les clubs d'officiers et les restaurants exclusifs de Manhattan. Pour les personnes dans les mouvements sociaux de masse, émergent des opportunités de lutte et de changement.

L'effort acharné des États-Unis à reconstruire son empire en Amérique latine et en Asie du Sud-Est a subi une succession rapide de frappes. Washington peut encore saisir le pouvoir mais il lui manque le talent et les conditions favorables pour le maintenir.

La vision d'un État brésilien construit sur l'édifice du géant pétrolier privatisé, Petrobras,

l'incarcération politique de ses adversaires de gauche et le capital étranger attiré et séduit par des pourvoyeurs politiques, des proxénètes et des prostituées, s'est terminé dans une débâcle.

Dans ce vide, il appartiendra aux nouveaux gouvernements et mouvements populaires de saisir l'occasion de faire progresser leurs luttes et d'explorer des alternatives politiques et économiques. La prise de pouvoir par la droite a, par inadvertance, fait avancer les mouvements des peuples, une grande faveur, en exposant et en évinçant les régimes corrompus et compromis de centre gauche, ouvrant la porte à une véritable transformation anti-impérialiste.

**James Petras**

Article original en anglais :



**[Wall Street and the Pentagon: Pre-Mature Political and Military Ejaculations](#)**,  
publié le 3 novembre 2016

Traduction Alexandre Moumbaris - [Comité Valmy](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Prof. James Petras](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : **[Prof. James Petras](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)